

# La Réunion : appel du collectif syndical à une grève générale le 5 mars

samedi 14 février 2009, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 12 février 2009).

SAINT-DENIS-DE-LA REUNION, 12 fév 2009 (AFP) - Le Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion a appelé jeudi à une journée de grève générale et de manifestation le 5 mars. Le Collectif a arrêté une liste de quatre « *mesures immédiates* » pour lesquelles il compte « *mobiliser la population* », notamment une hausse de 200 euros nets des salaires , a indiqué à l'AFP l'un de ses porte-parole.

Composé de 25 organisations (contre 13 lors de sa constitution mardi), le Collectif rassemble les principaux syndicats de l'île (CGTR, CFDT,CFTC, FO, FSU, UNSA), les partis de gauche (PCR, PS, NPA, LO, Parti de gauche) ainsi que des associations (dont ATTAC et Agir contre le chômage). Sa première revendication porte sur « *une augmentation de 200 euros nets sur les salaires, les minimas sociaux, les retraites et les bourses étudiantes* ». Il réclame également une « *baisse de 20% des produits de consommation courante* », un « *gel des loyers sociaux* » et, enfin, une « *baisse de 5 euros sur la bouteille de gaz* ».

Avec 750.000 habitants, la Réunion est le plus peuplé des quatre départements d'outre-mer. « *Dans un premier temps, notre préoccupation sera de mobiliser la population sur ces revendications* » a déclaré un porte-parole du Collectif, Eric Sorret, qui a qualifié de « *véritable succès* » la constitution de cette plate-forme. « *Ce qui nous fédère c'est notre opposition à la politique actuelle du gouvernement. Nous allons créer un rapport de forces* » a-t-il ajouté.

Le collectif va se réunir à nouveau dimanche pour « *arrêter d'autres revendications sur les questions de l'emploi, du logement, des services publics et de l'agriculture* » a-t-il dit. Il compte demander « *rapidement* » une audience au préfet et va rencontrer les parlementaires insulaires pour tenter de faire modifier le contenu du projet de loi-programme du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo.

Le collectif entend aussi « *interpeller prochainement les responsables de la grande distribution sur les prix* » a déclaré M. Sorret. L'annonce du collectif réunionnais intervient alors que la Guadeloupe et la Martinique connaissent une grève générale contre « *la vie chère* » qui paralyse l'activité de ces deux îles.